

## LE PARLEMENT AU POINT MORT

## Toujours pas de programme

**Les deux Chambres du Parlement n'ont toujours pas repris leurs activités. Le processus de programmation des projets de lois reste lié à la tenue d'un Conseil des ministres.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Deux semaines après l'ouverture officielle de la session parlementaire d'automne, l'Assemblée populaire nationale est toujours au point mort.

La seule «grande» activité organisée ces derniers jours est à mettre sur le compte du groupe parlementaire du Front de libération nationale qui a élu ses représentants dans les structures de l'Assemblée. Depuis, plus rien.

De son côté, le Conseil de la Nation a réussi à «meubler» le temps grâce à la formule «journée d'étude parlementaire». Le sujet retenu hier était «les voix de la démocratie»... Mais les deux Chambres

du Parlement n'ont toujours pas reçu d'avant-projets de lois de la part du gouvernement.

D'ailleurs, pour la première fois depuis l'instauration du bicaméralisme en Algérie, la réunion de coordination qui doit se tenir dès l'ouverture de la session parlementaire n'a pas eu lieu. «L'ordre du jour de la session est arrêté au début de chaque session parlementaire par les bureaux des deux Chambres et le représentant du gouvernement réunis au siège de l'Assemblée populaire nationale suivant l'ordre de priorité fixé par le gouvernement», précise l'article 16 de la loi fixant l'organi-

sation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les Chambres du Parlement et le gouvernement.

En clair, la réunion qui permet d'arrêter le programme des textes de lois devant être débattus et adoptés lors de la session n'a pas eu lieu. Il s'avère que cette situation est le résultat de la paralysie que subit le pouvoir exécutif depuis plusieurs mois. Il ne peut y avoir de lois en l'absence de Conseil des ministres. Cependant, il est certain que les choses devraient très vite bouger. Après avoir changé la composante de son gouvernement, la logique voudrait que Abdelaziz Bouteflika réunisse ses ministres pour adopter une



Le Parlement n'a toujours pas reçu d'avant-projet de lois de la part du gouvernement.

série de textes. Le plus urgent étant notamment la loi de finances 2014 dont le processus d'adoption accuse un retard considérable. Mais le plus important, aux yeux du Président Bouteflika, reste la révision de la Constitution.

Pour l'heure, nul ne connaît les intentions du

chef de l'Etat. Pour imposer son projet, il dispose de deux options : la voie référendaire et la voie parlementaire. C'est en optant pour cette dernière qu'il avait pu modifier la loi fondamentale en 2009 pour faire sauter le verrou de la limitation des mandats présidentiels. Une solution

facile et rapide. Il suffit de rassembler les députés et les sénateurs sous la coupole du Palais des Nations et de leur demander de lever la main. Et comme en 2009, personne ne s'opposera aux dispositions qui seront inscrites dans la nouvelle mouture.

T. H.

## JOURNÉE SUR LA DÉMOCRATIE AU SÉNAT

## Les participants dénoncent la marginalisation des citoyens

**Les intervenants lors d'une journée organisée, hier, au Sénat et consacrée à la démocratie ont mis l'accent sur la marginalisation des citoyens dans le cadre des activités des Assemblées élues mais aussi celles de l'Assemblée populaire nationale.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - La rencontre organisée à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie a

vu la participation de spécialistes qui ont évoqué les activités des Assemblées et la marginalisation aussi bien des citoyens que celle

de la société civile et du mouvement associatif.

Pour Mohamed Bousoltane enseignant à la faculté de droit d'Oran, le citoyen doit être informé des activités des Assemblées élues. Il évoque ainsi la notion de transparence dans la gestion locales des Assemblées élues. «Les Assemblées doivent communiquer, informer les citoyens et largement diffuser l'information. Cela est clairement expliqué dans les textes du code communal. Les APC notamment doivent

s'ouvrir sur les citoyens, avoir un contact direct avec eux», a déclaré l'intervenant. Il notera aussi que le code communal évoque longuement la nécessité de la participation des citoyens au niveau local. Ceci avec la mise en valeur des initiatives de la société civile.

Notant que l'application de la loi n'est pas encore complète, le spécialiste précisera que le financement des associations peut poser un problème dans le cas où les financements se font

au détriment du libre arbitre de ces organisations. «Il est ainsi nécessaire d'éviter le conflit d'intérêt et d'assurer une indépendance aux associations», a souligné le conférencier, notant que la démocratie est liée à la citoyenneté.

Pour les présents aussi, les commissions de l'Assemblée populaire nationale doivent être normalement ouvertes aux citoyens, à la société civile et à la presse.

F.-Z. B.

### FAROUK KSENTINI À PROPOS DE L'ADMINISTRATION ALGÉRIENNE :

## «Ça me rappelle la bureaucratie chinoise des années 1970»

Le président de la CNCPPDH, Farouk Ksentini, n'a pas mâché ses mots hier, sur les ondes de la Chaîne III : «Je me sens humilié à chaque fois que je rentre dans un hôpital algérien».

Le président de la Commission nationale consultative de la promotion et de la protection des droits de l'homme semble scandalisé par ce qu'il appelle «le fléau de la bureaucratie» qui, à ses yeux, perpétue «le handicap de la vie économique et sociale du pays».

Invité de la rédaction de la radio Chaîne III, Farouk Ksentini est rentré directement dans le vif du sujet : «Il faut choisir très vite un instrument et l'employer pour se débarrasser de la bureaucratie dans l'administration algérienne.» Pour exprimer sa désapprobation, il n'y est pas allé avec le dos de la cuillère : «La bureaucratie est tellement ancrée dans nos mœurs qu'elle me fait rappeler l'administration chinoise de Mao Tse-Tung, durant les années 1970.»

Néanmoins, ce dernier pense qu'il «sera difficile d'en découdre car les mauvaises habitudes se sont depuis longtemps installées». Mais comme il y a, de son avis, volonté politique à sortir de ce mode de gestion, l'occasion est à saisir. Abordant le service public, Farouk Ksentini s'est voulu encore plus offensif : «Je me sens humilié à chaque fois que je rentre dans un hôpital algérien. Lorsque je vois l'état des lits, la saleté, le désordre et les malades se plaindre, je me dis que le peuple algérien ne mérite pas cela.»

Enfin, le président de la CNCPPDH, qui affirme avoir déjà adressé au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, un rapport détaillé dans ce sens, pense qu'il y a eu des efforts sur le plan budgétaire, mais comme le mal est très profond, cela reste insuffisant.

M. M.

### IL PROPOSE UNE AGENCE POUR L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

## Nabni pour une notion de «redevabilité» de l'État

**Le réseau Nabni continue de faire part de ses propositions. Ses membres ont dévoilé hier leur vision en matière de bonne gouvernance en ouvrant le débat sur l'organisation de l'exécutif. Ils proposent la création d'une agence indépendante d'évaluation des politiques publiques. Nabni propose d'introduire la notion de redevabilité de l'Etat.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Nabni continue sa série de propositions. C'était hier autour du volet bonne gouvernance. Zoubir Benhamouche et Najy Benhassine ont exposé la vision de Nabni en matière de réformes politiques en se basant sur les expériences de plusieurs pays. Conclusion d'une réflexion de plusieurs mois, le réseau pro-

pose la mise en place d'une Agence indépendante d'évaluation des politiques publiques et des services publics pour «améliorer la qualité des politiques publiques, corriger ou interrompre les politiques défectueuses et promouvoir une qualité des services publics au niveau des attentes de la population».

Telle qu'imaginée par Nabni, cette agence devra dépendre de l'APN pour «lui donner le poids de contre-pouvoir nécessaire, notamment pour l'accès aux données internes à l'administration et faciliter la mise en œuvre de ses recommandations».

Elle serait dotée d'un conseil d'administration paritaire composé de députés de l'opposition, des présidents de commissions des finances et du budget des deux Chambres, de représentants de la société civile et de spécialistes indépendants des

disciplines d'évaluation des politiques publiques et pourra être saisie par les associations de la société civile.

Nabni l'imagine jouissant d'une «grande liberté d'action et d'accès aux informations» et dotée de moyens humains et matériels pour mener ses missions et engager des projets d'évaluation.

Ses champs d'intervention seraient divers. L'agence questionnerait l'appelée à participer au processus de préparation et d'évaluation budgétaire en réalisant des projections budgétaires à court et long terme, en donnant un avis sur l'efficacité de la dépense budgétaire et des politiques publiques, en élaborant des études et rapports et en mettant en place des indicateurs de performance des services publics.

N. I.